

LE BOLGHEVIK



LIGUE TROTSKYSTE DE FRANCE – Section sympathisante de la TENDANCE SPARTACISTE INTERNATIONALE

Non au franquisme "réformé" !

Les élections parlementaires espagnoles du 15 juin ont représenté un grand pas en avant dans la réalisation du plan du premier ministre Suarez visant à transformer la dictature franquiste en régime semi-bonapartiste, pudiquement qualifié de "démocratie espagnole". Il faut reconnaître que c'est une victoire pour un régime qui était discrédité et qui fut pendant des mois menacé par des mouvements prolétariens de masse qui auraient pu le renverser en quelques heures. La bourgeoisie a poussé un grand soupir de soulagement quand elle a vu que les élections s'étaient déroulées sans incident majeur et que la majorité des voix était allée au Centre démocratique (CD) de Suarez et au Parti socialiste ouvrier (PSOE) de Felipe Gonzalez.

Le fait que ces élections soigneusement préparées se soient bien passées est avant tout le résultat des efforts des partis ouvriers réformistes de masse, le PSOE social-démocrate et le Parti communiste (PCE), qui ont systématiquement saboté les manifestations de masse et les tentatives de grève générale pour ne pas mettre en danger la monarchie branlante de Juan Carlos. Bien que ce soit précisément à ces mobilisations illégales du prolétariat combatif d'Espagne que les partis réformistes ouvriers doivent leur légalisation, ils ne les ont pas moins cassées dès qu'elles menaçaient d'aller plus loin que de simples protestations symboliques.

Mais l'élection des premières Cortès post-franquistes n'a en aucun cas marqué la fin des difficultés du régime Juan Carlos/Suarez ; on l'a bien vu avec la dévaluation de 20% de la peseta le 12 juillet, qui va provoquer une augmentation spectaculaire du coût de la vie pour les masses ouvrières et qui n'est qu'une petite partie des mesures d'austérité réclamées par les banques puissantes et que le gouvernement devra imposer s'il veut éviter des fuites massives de capitaux.

Aussitôt après les élections, Felipe Gonzalez a fait savoir que les socialistes ne donneraient pas leur soutien à un programme d'austérité. Néanmoins, quand Suarez l'a consulté sur la dévaluation, le dirigeant du PSOE a joué le rôle d'"opposition loyale de sa majesté" et déclaré que sa réaction était "positive" (*Le Monde*,



Juan Carlos

(Gamma)

13 juillet). Mais son accueil favorable n'est pas du tout une garantie qu'à l'automne les ouvriers syndiqués ne chercheront pas, par d'importantes revendications salariales, à récupérer ce qu'ils ont perdu.

Les tergiversations opportunistes de Felipe Gonzalez à propos de la politique d'austérité du gouvernement sont caractéristiques de l'attitude du PSOE comme du PCE pendant la campagne électorale. Le PSOE a essayé de se donner des airs "gauche" en accusant le

Les femmes et la révolution permanente (II) 6

CD d'être pratiquement identique à l'Alianza Popular (AP) des franquistes orthodoxes et en accusant le Parti communiste d'être pro-monarchiste. Le PCE, de son côté, essayait d'apparaître comme modéré en faisant un grand tapage autour de son "eurocommunisme", et en concentrant toutes ses attaques sur le "bunker" de l'AP. Mais une fois finie la comédie électorale, les deux partis ouvriers réformistes de masse ont été clairs sur leurs intentions de collaborer avec le gouvernement.

Le front populaire, question centrale

Durant ces dernières années, depuis que la dictature franquiste a commencé à chanceler et qu'une situation pré-révolutionnaire est apparue, les axes du développement politique de l'opposition ont été le front populaire. En liant et en subordonnant les partis ouvriers aux secteurs libéraux/"progressistes" de la bourgeoisie, les Carrillo et les Gonzalez ont pu contenir la combativité du prolétariat "pour ne pas effrayer nos alliés et rompre le front démocratique". A partir de 1971, deux fronts populaires distincts se sont formés, l'un dominé par le PCE et l'autre par le PSOE, qui, au départ, étaient des groupements régionaux (l'Assemblée de Catalogne) et des groupes d'éminents politiciens (le Pacte pour la Liberté). Ces deux fronts populaires se sont unifiés au début de l'année dernière pour former la Coordination démocratique. Pendant tout ce temps, la plupart des manifestations de masse étaient appelées par les divers fronts populaires plutôt que par les partis ouvriers eux-mêmes.

Mais après cette période d'élargissement ou d'unification des fronts populaires, à la fin de l'année dernière, on les a soudain "marginalisés". C'est ainsi qu'aux élections de juin, le PSOE et le PCE se sont présentés indépendamment l'un de l'autre et de leurs anciens alliés démocrates-chrétiens. Cela signifie-t-il un glissement à gauche ? Pas du tout. Bien au contraire, les choses étaient devenues si délicates que toute mobilisation de la gauche pouvait renverser le gouvernement isolé de Suarez ; Gonzalez/Carrillo préféraient donc se limiter à marchander directement avec le gouvernement.

Au référendum du 20 décembre sur la "démocratisation", les partis de la Coordination démocratique appelèrent à l'abstention. Mais au lieu d'appeler à un boycott actif — grève générale politique contre le référendum bidon, manifestations de masse pour demander la garantie immédiate des droits démocratiques, etc. — les réformistes et leurs alliés bourgeois n'ont rien fait du tout. Comme la question apparut finalement aux masses comme un choix entre le franquisme et les "réformes" et qu'il n'y avait pas d'alternative révolutionnaire, Suarez n'eut aucun mal à exécuter sa manœuvre du référendum.

Début février, deux jours après l'assassinat des cinq avocats liés aux Commissions ouvrières, le Parti communiste a interrompu la poursuite du mouvement de protestation, alléguant la menace d'un coup d'Etat. C'est la réponse traditionnelle de tous les réformistes : "si vous ne résistez pas, l'ennemi de classe n'attaquera pas". Un peu plus tard, un des dirigeants du PCE, Simon Sanchez Montero, justifia cet ordre traître qui a arrêté la montée du mouvement vers une grève générale nationale en déclarant : "Que se serait-il passé si le PCE avait réagi violemment après l'assassinat des avocats d'Atocha ? C'est évident que si

nous étions descendus dans la rue, nous ne serions pas légalisés aujourd'hui" (cité dans *Combate* [LCR], 26 mai).

Comme l'objectif était maintenant de "négocier" avec le gouvernement, on trouva la forme qui y était la plus appropriée en sélectionnant une "Commission des Dix", censée représenter la Coordination démocratique, mais qui en fait était taillée sur mesure pour Suarez puisqu'elle éliminait tous les groupes à la gauche du PCE. Quand le gouvernement refusa de négocier un programme minimum — qui n'était même pas la légalisation de tous les partis politiques ou l'institution de normes pour des élections démocratiques — la commission s'effondra, chacun des groupes cherchant à avoir des audiences privées avec le premier ministre afin d'obtenir sa propre légalisation.

Mais pourquoi, une fois leur légalisation obtenue — obtenue parce que le régime craignait une explosion des masses s'il ne céda pas — le PCE et le PSOE n'ont-ils pas renoué leurs alliances de collaboration de classe ? "(...) d'abord pour ne pas éveiller le souvenir du front populaire de 1936, qui a débouché sur la guerre civile ; ensuite pour ne pas provoquer une bipolarisation de la vie politique espagnole. Un front des gauches n'aurait sans doute pas manqué de susciter par réaction un front des droites ; il aurait donc coupé une fois de plus le pays en deux" (*Le Monde*, 19-20 juin). Il fallait éviter d'effrayer non seulement la "bourgeoisie démocratique", mais aussi l'armée et les ultras du franquisme ! Les démocrates-chrétiens — en compétition avec le Centre démocratique de Suarez pour la même place politique — ont ainsi perdu leur rôle de garantie pour la bourgeoisie dans le front populaire et ont pratiquement disparu comme force politique viable.

C'est pourquoi l'absence d'un front populaire formel dans les élections de juin n'implique en aucune façon qu'un pas vers l'indépendance de classe a été fait par les partis réformistes dominants. Ils ont au contraire estimé qu'un front populaire était "trop avancé" et menaçait le plan de réforme de Suarez. (Il aurait certainement enlevé beaucoup de voix au CD). La collaboration de classe du PCE et du PSOE pendant cette campagne eut donc pour axe principal un arrangement implicite avec le gouvernement pour ne pas faire monter la tension au moment des élections. Néanmoins, le cadre principal de la politique des réformistes reste le front populaire et nous allons sans aucun doute le voir réapparaître formellement. Avec les 40% de voix populaires obtenues par le PCE et le PSOE, les bureaucrates communistes et socialistes ont en effet besoin de la couverture du front populaire pour camoufler leur refus de lutter pour le socialisme qui est soi-disant leur but.

La tendance spartaciste, du fait de la politique de front populaire des partis ouvriers et de leur soutien au gouvernement de Suarez, a appelé à l'opposition conditionnelle aux candidats du PCE et du PSOE dans les élections du 15 juin. Nous avons fait appel à la base ouvrière de ces partis pour qu'elle oblige leurs dirigeants à rompre avec leurs alliés bourgeois comme condition à tout soutien électoral. La question du front populaire était centrale.

Fallait-il boycotter les élections ?

Bien que l'"extrême-gauche" espagnole soit encore illégale, il est devenu clair dans les deux mois précédant les élections qu'elle pourrait présenter des can-

didats dans des fronts électoraux, malgré tout le travail et l'argent qu'il faut pour obtenir les milliers de signatures nécessaires pour avoir le droit de présenter sa candidature. Cette nouvelle situation a profondément divisé les groupes à la gauche du PCE qui se demandaient s'il fallait ou non participer aux élections et si oui, avec quel programme.

Plusieurs des organisations de la soi-disant "extrême-gauche" ont choisi d'appeler à un boycott des élections aux Cortès. Parmi ceux-là, on peut compter le Partido Obrero Revolucionario de España (PORE) varguiste, le Partido Comunista de España-Reconstituído (PCE-R) "maoïste", le fossile de la fédération syndicale anarchiste, la CNT, une aile du Partido Obrero de Unificación Marxista (POUM) divisé, l'Organización Cuarta Internacionalista (OCI) lambertiste et la Liga Comunista de España (LCE, section sympathisante du Secrétariat "unifié" (SU) pabliste).

La CNT fondait sa position de boycott sur les traditions anarchistes d'abstentionnisme électoral, tandis que le PCE-R (qui soutient le mystérieux GRAPO terroriste) partait de l'affirmation aventuriste que "Ce n'est pas le moment de voter, mais de construire des barricades" (*Bandera Roja*, mai 1977). Les POUM, PORE, OCI et LCE, quant à eux, étaient pour le boycott parce que les élections étaient ouvertement non-démocratiques et faisaient partie intégrante des plans de Suarez pour "réformer le franquisme". Une déclaration conjointe de la LCE et de l'OCI espagnole disait :

"(...) ces élections sont l'ultime tentative désespérée de la bourgeoisie espagnole, des bourgeoisies impérialistes qui se tiennent derrière elle, de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites, pour maintenir la continuité de l'Etat de Franco et opérer une légitimation honteuse de Juan Carlos."

— *Informations Ouvrières*, 2 juin 1977

Il était correct de faire remarquer que ces élections étaient un élément clé du plan de Suarez pour consolider un régime d'Etat fort sur la base de la dictature de Franco. C'est pourquoi nous avons écrit dans "No to 'Reformed' Francoism" ["Non au franquisme 'réformé'"] (*Workers Vanguard* n° 161, 10 juin 1977) qu'"un parti révolutionnaire de masse chercherait à éliminer cette abomination qu'est un pseudo-parlement en luttant pour une assemblée constituante pleinement démocratique". Nous ajoutions que "si l'humeur des masses était telle que cela pourrait avoir un impact important, les communistes appelleraient à un boycott actif d'élections comme celles du 15 juin".

Mais il était clair, bien avant les élections, que les directions réformistes s'étaient assurées que, à l'ex-

ception peut-être du Pays basque, les ouvriers participeraient aux élections de Suarez. S'il y avait un boycott massif des élections en Euskadi, disions-nous, les trotskystes devraient se joindre aux ouvriers pour protester contre la terreur policière dans ces provinces. Pourtant nous avons insisté sur le fait qu'il est "inutile d'appeler à un boycott s'il n'a pas de réelles chances de succès". Pour un petit noyau révolutionnaire, être le seul à le faire serait un auto-isolement sectaire. D'ailleurs, la participation aux élections a été élevée au Pays basque, et les appels au boycott de certains nationalistes ont été largement ignorés.

La position de boycott d'une partie de l'"extrême-gauche" espagnole ne tenait pas compte de la question centrale : les élections du 15 juin pouvaient-elles être ignorées et/ou discréditées ? Puisque les travailleurs allaient voter, de toute façon cela voulait dire qu'on perdait une occasion importante de faire connaître son programme aux masses en présentant des candidats. Elle a aussi refusé de faire appel à la base des partis communiste et socialiste pour qu'elle force ses directions à rompre avec leurs alliés bourgeois comme condition à un soutien critique. Ainsi l'appel au boycott de ces élections avancé par un petit groupe de propagande revient en fait au "boycott de principe" prôné par les courants ultra-gauches, comme les bordiguistes.

En contraste, la position léniniste sur la participation aux élections et aux parlements bourgeois se base fondamentalement sur une analyse de la possibilité de déborder ces institutions. Comme Lénine l'a écrit pour la tactique des bolchéviks envers la Douma tsariste de 1905, "Alors le boycottage était tout indiqué, non pas que la non-participation aux parlements réactionnaires soit juste en général, mais parce qu'on avait exactement tenu compte de la situation objective qui menait à une transformation rapide des grèves de masse en grève politique, puis en grève révolutionnaire et, enfin, en insurrection" (*La maladie infantile du communisme*, avril-mai 1920).

Mais cela ne fut pas le cas en 1906, et encore moins en 1907 et 1908. Lénine considéra le boycott de la Douma ces années-là comme une "erreur très grave". Comme il écrivait en 1907 :

"Le boycottage réclame par conséquent pour son succès une lutte directe contre l'ancien régime, des soulèvements contre lui et un refus d'obéissance massif dans bien des cas (un tel refus d'obéissance massif est l'une des conditions préparant l'insurrection). Le boycottage est le refus de reconnaître l'ancien régime, non pas certes un refus en paroles, mais un refus en

¡Acaba de salir!

- Declaración de relaciones fraternales entre la Organización Trotskista Revolucionaria de Chile y la tendencia espartaquista internacional
- Joseph Hansen: un revisionista sincero
- Carta al CORCI y a la OCI
- Estallido de la minoría del Secretariado Unificado
- La OCI resucita el Buró de Londres
- Informe del PDC Mario Muñoz a salvo
- Carta a la LCE

Número 4

Precio: 3F

Dirigirse a: ~~P. Alessandri~~ BP 990-75011 Paris



actes, c'est-à-dire un refus qui n'apparaît pas seulement dans les appels ou les mots d'ordre des organisations, mais dans un certain mouvement des *masses populaires* qui enfreignent systématiquement les lois de l'ancien pouvoir et créent de nouvelles institutions non légales mais ayant une existence réelle, etc., etc. (...) En dehors d'un ample élan révolutionnaire, en dehors d'une effervescence massive qui déborde partout pour ainsi dire l'ancienne légalité, il ne peut être question d'aucun succès du boycottage."

— "Contre le boycottage"

Politique de front populaire version maoïste

Le mouvement continu du PCE vers la droite (acceptation de la monarchie, soutien aux bases militaires américaines en Espagne, louanges de la croisade anti-soviétique pour les "droits de l'homme" menée par Jimmy Carter, etc.) et la démagogie effrénée du PSOE donnent à un petit noyau révolutionnaire l'occasion d'utiliser les élections pour s'adresser aux militants ouvriers de ces partis. Là où les trotskystes ne peuvent pas se présenter aux élections, ils doivent chercher les occasions de donner un soutien critique à des groupements du mouvement ouvrier qui, sur des questions clés pour la classe ouvrière, se prononcent contre la collaboration de classe des réformistes.

Les organisations les plus importantes à la gauche du Parti communiste ont toutes profité des lois électorales pour présenter des candidats dans des fronts électoraux. Les groupes mao-sindicalistes — le Partido del Trabajo de España (PTE), l'Organización Revolucionaria de los Trabajadores (ORT) et le Movimiento Comunista de España (MCE) — ont créé chacun leur front électoral : respectivement, le Front démocratique de la gauche (FDI), la Liste électorale des travailleurs (AET), et la Candidature d'unité populaire (CUP). Mais s'ils étaient tous nettement contre Suarez, aucun d'eux ne rompait d'une manière ou d'une autre avec la politique de front populaire du PCE et du PSOE.

Le plus important pour juger de leurs campagnes est de noter que les PTE, ORT et MCE faisaient (et font toujours) partie de la Coordination démocratique. Même s'ils font preuve de plus de combativité et dirigent de temps en temps des grèves importantes, ces trois groupes sont tous pour l'alliance avec la bourgeoisie. Le PTE, par exemple, a critiqué Carrillo pour avoir abandonné la Plateforme des organisations démocratiques (POD) qui était une réincarnation des fronts populaires antérieurs, et la "Commission des Dix". Le POD, a-t-il écrit, "à cause de l'éventail de forces qu'il contient, à cause de son programme politique démocratique et de son offre de négocier avec le gouvernement, représentait une alternative et menaçait sérieusement la politique de réforme du gouvernement de Suarez" (*Correo del Pueblo*, 3 mars). L'ORT a une ligne similaire de collaboration de classe servile : pendant plusieurs semaines au printemps dernier, son mot d'ordre principal fut "réunion du POD" !

Comme le PCE et le PSOE capitulaient tous deux devant la monarchie, le CUP et l'AET ont centré leur

programme électoral sur la revendication de "République démocratique". Le FDI dominé par le PTE, qui se gêne encore moins pour être opportuniste, appelait à un plébiscite pour choisir entre la monarchie et la République. C'est au mieux la simple formule stalinienne classique de la révolution par étapes dont la "première" (c'est-à-dire l'unique) étape est une République bourgeoise. C'est pour cela que ces maoïstes recherchent activement des alliés bourgeois pour leurs mini et maxi-fronts populaires. Bien qu'ils fassent quelquefois preuve d'une certaine combativité dans les luttes, ils sont nécessairement hostiles à la perspective de généraliser les luttes ouvrières pour une révolution prolétarienne qui renverse le régime actuel. Malgré leur petite taille actuelle (leur nombre total est estimé à 30.000), ces "gauchistes" ne pourraient que répéter la tragédie de la guerre civile espagnole ou du Chili d'Allende qui ont coûté de sanglantes défaites à la classe ouvrière parce qu'elle était liée par le front populaire à l'ennemi de classe.

Les résultats électoraux de ces trois groupes, malgré une propagande électorale considérable, ne furent pas brillants (environ 0,5% des voix chacun). En plus, dans leur élan opportuniste, ils ont laissé à leurs alliés les quelques sièges parlementaires gagnés. Par exemple, en Catalogne, le PTE s'est présenté sous le nom de Esquerra de Catalunya avec l'Esquerra Republicana et Estat Catala, deux formations nationalistes bourgeoises qui ne sont plus aujourd'hui que des fossiles. Cette coalition a gagné un seul siège et il est allé au dirigeant de l'Esquerra Republicana. Le MCE, lui, s'est présenté dans les provinces basques (sa base d'origine où il joue un rôle important dans les Commissions ouvrières) dans l'alliance Euskadiko Ezquerra avec l'EIA, groupe récemment formé et lié aux nationalistes terroristes de l'ETA-V. Cette coalition a gagné 9,3% des voix dans la province de Guipuzcoa et obtenu un député et un sénateur ; le premier est proche de l'EIA et l'autre est un avocat indépendant. Quant à l'AET dirigée par l'ORT, elle a eu partout de mauvais résultats.

Capitulation devant le front populaire version "trotskyste"

Le seul regroupement électoral qui n'ait pas été impliqué, soit directement, soit par l'intermédiaire de son parti dominant, dans une quelconque des coalitions de front populaire espagnoles a été le Front pour l'unité des travailleurs (FUT), à la tête duquel se trouvait la Liga Comunista Revolucionaria (LCR — section sympathisante de la majorité centriste du SU). Le FUT est à gauche des trois autres listes électorales d'"extrême-gauche". Son programme appelle à un gouvernement des travailleurs et avance une perspective de "conquête du socialisme dans un nouvel Etat basé sur les conseils ouvriers". Il demande aussi la dissolution des Cortes actuelles, des élections libres à une assemblée constituante et la nationalisation des banques et des grandes entreprises.

Mais le programme du FUT n'est absolument pas révolutionnaire. On y trouve un appel à l'Etat pour qu'il dissolve les bandes fascistes (revendication à laquelle Trotsky s'opposait parce qu'elle semait les pires illusions démocratiques), et le mot d'ordre "Pour la République" (*Combate*, édition spéciale en français, non datée [mai 1977]). Les trotskystes sont bien sûr prêts à défendre une République bourgeoise contre des tentatives de prise du pouvoir par

Stalinism and Trotskyism in Vietnam

Brochure
Spartaciste

R. Alessandri - B.P. 686 - 13011 PARIS

Prix: 6F.

les monarchistes, les militaristes ou les fascistes (comme pendant la guerre civile d'Espagne) ; mais avancer indépendamment le mot d'ordre de République (bourgeoise) est sanctionner le fait que le pouvoir d'Etat est aux mains de la classe capitaliste.

Le FUT, en plus de la LCR, comprenait trois autres petits groupes d'"extrême-gauche" : Accion Comunista, tendance issue des théories de la "nouvelle classe ouvrière" des années 60 ; l'Organizacion de la Izquierda Comunista (OIC) qui se baptise elle-même "communiste des conseils" et qui a la position que l'URSS est un Etat capitaliste ; enfin, l'aile principale de ce qui reste du POUM, toujours fière de son rôle "glorieux" dans les Journées de mai de Barcelone en 1937. Les manoeuvres entre tous ces groupes assez disparates mirent le FUT en pagaille, surtout à Barcelone, où la LCR était faible et où ses partenaires "irresponsables" dominaient.

Ainsi, la veille des élections, Accion Comunista s'est retiré du bloc (en disant que dès le début, c'était son projet !), ce qui rendit caduques les listes du FUT dans plusieurs provinces ! Pendant la dernière semaine de la campagne, l'OIC lança un projet de transformation du FUT en "mouvement populaire anti-capitaliste" qui était l'idée sous-tendant la CUP du MCE (elle-même calquée sur la campagne présidentielle de Othelo Saraiva de Carvalho au Portugal l'an dernier). Du même coup, l'OIC rompait avec la LCR et, à la veille des élections, quittait le FUT pour entreprendre des discussions avec le MCE ! D'après un article de *Rouge* (24 juin), "Le développement et l'apparition publique de ces divergences, les facteurs de confusion politique qu'ils ont suscités, amènent les camarades de la LCR [espagnole] à considérer que les aspects négatifs du FUT l'emportent sur ses aspects positifs."

Le manque de sérieux du FUT, résultat d'une tentative vaine d'unifier des groupes très hétérogènes sous un programme commun, suffisait pour que les marxistes refusent leur soutien à ces candidats. Dans presque tous ses aspects, cela rappelait la candidature présidentielle commune projetée par la LCI et le PRT au Portugal l'an dernier : leur candidate dut se retirer quand on découvrit qu'elle avait été condamnée pour vol d'équipement ménager. Mais le fait que le FUT ne concentrait pas ses coups contre le front populaire représentait une faillite encore plus fondamentale du point de vue du trotskysme. En fait, dans l'édition du programme du FUT publiée en français, on ne mentionne même pas la collaboration de classe d'une manière ou d'une autre ! Cela n'en fait qu'un programme en faveur des droits démocratiques, plus gauche que ce que le PCE soutiendrait, avec quelques mots sur le socialisme pour des temps meilleurs ; bref, il aurait pu être signé par un Allende espagnol.

Dans une version catalane du programme du FUT, on trouve une dénonciation des "accords organiques avec des forces bourgeoises (...) comme la Coordination démocratique, le POD, la 'Commission des Neuf' etc.". Mais jamais on n'y mentionne le mot front populaire, les leçons de la guerre civile ou le front populaire local le plus important : l'Assemblée de Catalogne. Cela est conforme à toute l'histoire de la LCR, histoire de capitulations et de vacillations constantes sur la question du front populaire. En janvier dernier, par exemple, la LCR a signé à Barcelone un communiqué commun avec des libéraux bourgeois et les carlistes dans lequel on déplorait l'assas-

sinat de plusieurs policiers, où on demandait à la police d'arrêter les fascistes (alors que beaucoup d'entre eux sont des policiers hors service), et où, en conclusion, on priait lamentablement l'Etat franquiste d'introduire la "démocratie".

En février, la LCR participa activement aux négociations pour mettre sur pied un véritable front populaire au Pays basque. On lui demanda de signer une plateforme politique commune avec d'autres groupes d'"extrême-gauche", des nationalistes basques petit-bourgeois et des formations bourgeoises. La LCR ne rechigna que parce qu'elle n'était pas d'accord avec deux points de la plateforme : celui qui appelait à un gouvernement provisoire et celui qui demandait pour la région basque le retour au statut d'autonomie du temps de la République. La LCR, loin de rompre avec la politique de front populaire, était prête à signer le pacte si ces deux points étaient enlevés.

Il faut aussi se souvenir que le FUT n'était qu'une solution de repli pour la LCR. A l'origine, elle avait appelé à une liste électorale commune des partis ouvriers et "nationalistes révolutionnaires", basée sur un programme démocratique minimal : "amnistie, légalisation [des partis] sans exclusive, auto-détermination, élection d'une Assemblée constituante, République, soutien aux luttes, refus du 'pacte social'" (*Impreacor*, 28 avril). La LCR aspirait donc à faire une propagande commune avec le PCE et le PSOE — les traîtres historiques du prolétariat espagnol — sur un programme dont la revendication "maximum" était l'inauguration... d'une République bourgeoise !

L'absence totale de lutte contre le front populaire, comme point essentiel, dans le programme du FUT, les capitulations répétées de la LCR elle-même sur cette question et son désir constant de blocs programmatiques avec des organisations (PCE, PSOE, MCE) participant à des fronts populaires, démontrent l'impossibilité pour des révolutionnaires de combattre la collaboration de classe des réformistes du PCE et du PSOE en appelant à voter pour le FUT.

Le fait qu'aucune des différentes tendances d'"extrême-gauche" n'ait pu montrer la voie révolutionnaire au cours des élections de juin souligne la nécessité impérieuse de construire un parti trotskyste authentique en Espagne. Ce n'est qu'en tirant rigoureusement les leçons de la guerre civile, en montrant le rôle clé du front populaire qui a ouvert la voie à la victoire de Franco, et en démontrant le rôle central joué par une série de fronts populaires dans les deux dernières années pour maintenir en vie le régime franquiste pourrissant, qu'une avant-garde trotskyste conduira le prolétariat espagnol à la victoire. Et ce n'est qu'une section de la Quatrième Internationale reforgée qui pourra assurer l'extension internationale vitale de la révolution dans une fédération ibérique de Républiques soviétiques dans des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Traduit de Workers Vanguard n°167

ABONNEZ-VOUS!

**WORKERS
VANGUARD**

Hebdomadaire de la Spartacist League/US
Spartacist Publishing Co. Box 1377, G.P.O. New York, NY 10001

Les femmes et la révolution permanente *(2ème partie)*

La Révolution bolchévique de 1917 fut la confirmation, à la fois positive et négative, de la révolution permanente. La Révolution russe surgit de l'expérience cataclysmique de la guerre mondiale dans un pays où, comme dans les pays coloniaux, la plus récente des technologies capitalistes — des industries entièrement intégrées au capital financier, donc contrôlées par les Bourses de l'Europe occidentale — se combinait avec les institutions médiévales les plus arriérées. En même temps, la Russie était la prison des peuples, étant elle-même un pouvoir impérialiste aux appétits expansionnistes en Asie Mineure et dans les Balkans. Etant donné le retard de son développement bourgeois, elle sauta l'étape au cours de laquelle se forme une importante petite-bourgeoisie urbaine aux institutions et aux illusions démocratiques solides. Lorsque la femme radicalisée de l'intelligentsia faisait son entrée dans la politique, ce n'était pas en tant que féministe ou suffragette, mais en tant que terroriste. Selon les rapports du comte Pahlen, ministre de la justice tsariste, sur 620 personnes traduites en justice pour activités révolutionnaires durant les années 1870, 158 étaient des femmes. Le comité central exécutif de Narodnaya Volya (la Liberté du Peuple), composé de 29 membres, comptait 10 femmes en 1879. C'est un des membres de ce groupe, Sophie Perovskaya, qui dirigea l'assassinat d'Alexandre II.

L'activité terroriste des femmes radicalisées des classes moyennes fut le prélude aux luttes de classe combatives des ouvrières de Russie. Concentrées surtout dans les industries textiles, les ouvrières furent à l'avant-garde des mouvements grévistes de la fin des années 1890. Au début du siècle, des féministes bourgeoises organisèrent des "clubs politiques de femmes" à Saint Pétersbourg. Durant l'hiver 1907-1908, les sociaux-démocrates russes organisèrent la "Société d'aide mutuelle parmi les ouvrières" et sortirent le journal *l'Ouvrière*. Quand les féministes bourgeoises organisèrent le premier Congrès des Femmes de toutes les Russies en 1908, "les sociaux-démocrates furent représentées par leur propre groupe de classe distinct qui comptait 45 femmes. Après avoir voté leurs propres résolutions indépendantes sur toutes les questions, les ouvrières quittèrent finalement ce congrès de 'dames'" (A. Kollontaï, *Les ouvrières luttent pour leurs droits*, 1918).

Une des divergences entre les bolchéviks et les menchéviks portait sur soit organiser un groupe indépendant de femmes prolétariennes, soit participer aux groupes féministes bourgeois. Après la scission définitive entre les bolchéviks et les menchéviks en 1912, les premiers se distinguèrent par le fait qu'ils continuèrent à lutter pour gagner les ouvrières au mouvement révolutionnaire. Ils reprirent la publication de *l'Ouvrière* en 1914, à l'occasion de la Journée internationale des Femmes. Cette fête, créée en 1908 dans le Lower East Side de Manhattan par des femmes de l'industrie de l'habillement, fut adoptée par la Deuxième Internationale sous la direction de Clara

Zetkin en 1911. A l'initiative des ouvrières du textile de Saint Pétersbourg, elle fut célébrée pour la première fois en Russie en 1913 ; de nouveau au même endroit l'année suivante, elle se déroula avec défilé, meeting de masse et la première apparition du drapeau rouge dans cette ville. La célébration suivante eut lieu en 1917 et marqua le début de la Révolution russe.

Les stalinien qui essaient de faire coller la Révolution russe à leur schéma de la révolution par étapes affirment que la Révolution de Février était l'étape démocratique bourgeoise de la révolution. Bien que la Révolution de Février ait été bourgeoise en ce qu'elle mit la bourgeoisie au pouvoir, elle offrit bien peu de démocratie, tout particulièrement en ce qui concerne l'émancipation de la femme. C'est la dictature du prolétariat qui, plus tard, mit l'Eglise et les tribunaux ecclésiastiques hors des affaires privées telles que le mariage et le divorce. De même, ce n'est qu'après la Révolution bolchévique qu'un réel effort fut fait pour alléger l'esclavage domestique de la femme en créant des crèches, des centres de soins maternels, des cantines et des blanchisseries publiques.



La Révolution russe permet aux femmes d'accéder à l'instruction
(Harlingue-Viollet)

La Révolution bolchévique démontra un autre des principes de base de la révolution permanente : la nécessité d'une direction prolétarienne pour le mouvement paysan. Alors que la révolution agraire fut spontanée, la lutte pour incorporer la femme paysanne dans la vie publique et politique ne le fut pas. La mobilisation politique des paysannes nécessita des efforts soutenus de la part des femmes du Parti bolchévique — dont beaucoup furent recrutées dans les usines textiles de Saint Pétersbourg qui avaient formé l'avant-garde de la lutte de classe en Russie pendant les trois décennies précédant la Révolution. Organisées en sections spéciales du Parti communiste créées pour gagner les masses de femmes opprimées à la révolution, et souvent déguisées avec des *paranyas* ou des *eluchvons* (les voiles portés par les femmes dans les territoires

musulmans de l'Union soviétique), des cadres du parti allaient porter le message de la révolution dans les régions les plus attardées de Russie. Afin d'atteindre les femmes des tribus nomades, les sections femmes du PC organisaient des yourtas rouges (grandes tentes où était dispensée une propagande aussi bien politique que médicale). Leurs efforts culminèrent lors de la première Conférence pan-russe des femmes prolétariennes et paysannes qui réunit 1.700 déléguées en novembre 1918. Une des participantes décrivit ainsi la conférence :

"C'est en 1918, quand la guerre civile faisait rage, quand nous devions encore lutter contre la faim, le froid et les dévastations sans précédent, quand il était encore nécessaire de se battre contre l'ennemi sur d'innombrables fronts, que la conférence des femmes prolétariennes et paysannes fut convoquée. Des centaines de femmes travaillant dans les usines et les villages les plus retirés vinrent à Moscou avec leurs plaintes, leurs doléances et leurs doutes, avec tous leurs soucis, petits et grands (...)." — F.W. Halle, *Women in Soviet Russia*, 1933

Thermidor s'attaque aux acquis des femmes

Mais l'Union soviétique, pays déjà économiquement arriéré, fut ravagée par l'intervention impérialiste et la guerre civile, encerclée et assiégée par les pouvoirs capitalistes hostiles ; elle ne pouvait fournir la base économique nécessaire à la construction du socialisme ; elle ne pouvait que "socialiser la misère". Lénine et Trotsky se rendirent compte que, de même que la révolution démocratique doit se transformer en révolution socialiste si l'on veut parachever les tâches démocratiques de la révolution, la révolution socialiste doit se transformer directement en révolution mondiale. Le fait que la révolution ne se soit pas étendue permit à la bureaucratie d'Etat conservatrice, sous le contrôle de Staline, de prendre le pouvoir en 1923 ; grâce à sa doctrine anti-marxiste et nationaliste du "socialisme dans un seul pays", elle put faire passer l'isolement de l'Union soviétique, qui était une profonde défaite, pour une "victoire". A l'heure où Staline consolidait son pouvoir, la nouvelle élite dirigeante eut besoin de la renaissance de la famille monogamique comme rempart de ce "socialisme" national — rempart qui fut aussi nécessaire aux contre-révolutions politiques fascistes des pays capitalistes.

La contre-révolution politique stalinienne tourna à l'envers le film de la révolution en ce qui concerne les droits de la femme. Les sections femmes du parti furent liquidées en 1929 ; l'homosexualité devint un crime en 1934 ; l'avortement, légal depuis 1920, cessa de l'être en 1936 ; de 1935 à 1944, le divorce devint de plus en plus onéreux et compliqué ; enfin, en 1944, même l'éducation mixte fut abolie. Pour cela, Staline s'appuya sur l'influence conservatrice de la paysannerie qui, en général, était la seule à bien accueillir ces mesures.

Bien entendu, à chaque étape, les défenseurs staliniens pouvaient trouver des raisons économiques et sociales à chacune de ces mesures contre-révolutionnaires. Comme Trotsky l'exprime dans *La révolution trahie*, "La famille ne peut pas être abolie : il faut la remplacer. L'émancipation véritable de la femme est impossible sur le terrain de la 'misère socialisée'." Ainsi le gouvernement révolutionnaire de Lénine et Trotsky lui-même devait-il faire face à des problèmes énormes, particulièrement en ce qui concerne la famille et l'émancipation de la femme. Par exemple, en 1922, la femme de Lénine, Kroups-

kaya, estimait que la Russie comptait 7 millions d'enfants sans abri, et Lounatcharski, commissaire à l'éducation, évaluait leur nombre à 9 millions. L'adoption dut être interdite en 1926 pour empêcher l'exploitation des enfants au travail par la paysannerie ! La "réalisation" centrale de Staline fut de faire passer des conditions difficiles pour une raison d'être en investissant de tous les pouvoirs une clique dirigeante contre-révolutionnaire qui s'adapta à l'arriération afin de survivre.

Le stalinisme "tiers-mondiste" et les femmes

En Yougoslavie, en Chine, à Cuba et en Indochine, des directions petites-bourgeoises, à la tête d'armées paysannes, réussirent à renverser le capitalisme grâce à des conditions historiques exceptionnelles, et malgré leurs programmes "démocratiques" entièrement pro-capitalistes. Ce fait à lui seul permit à ces pays de jouer un rôle libre de tout asservissement économique et politique direct à l'égard de l'impérialisme ; c'est-à-dire qu'ils purent accomplir la tâche principale de la révolution anti-coloniale. Mais ces victoires furent en fait des confrontations militaires que les impérialistes et les forces alliées bourgeoises locales perdirent, malgré tous les efforts des directions "révolutionnaires" pour trahir la lutte en échange d'une "révolution" qui ne déborderait pas le cadre du capitalisme (comme cela se passa en Algérie et dans la plupart des situations semblables). Au cours de ces révolutions, le prolétariat, victime de défaites passées, n'eut pas de direction et ne put pas jouer le rôle de candidat actif dans la lutte pour le pouvoir.

En conséquence, ce qui en ressortit ne fut pas la démocratie prolétarienne, mais des régimes aussi bureaucratiquement déformés que celui qui résulta de la dégénérescence de la révolution en Union soviétique — c'est-à-dire des Etats ouvriers déformés. Au sein de ces régimes, encore une fois, l'émancipation de la femme est une mesure très juste de l'émancipation générale. Tandis que les femmes se sont vues accorder une égalité formelle, aucun effort concerté, systématique, n'a été fait pour les libérer de l'esclavage domestique. Alors qu'elles ont un plus grand accès à des rôles socialement productifs, elles sont générale-

ABONNEZ-VOUS !

LE BOLCHEVIK: 12F les 6 numéros
SPARTACIST (éd. fr.): 10F les 4 numéros
P. Alessandri - B.P. 386 - 75-011 PARIS

LE FRONT POPULAIRE MUSSEL LES LUTTES CONTRE LE PLAN BARRE

Quand FOCE disait "non" au front populaire (1930)

L'Union de la gauche-front populaire

Le PC se ne contente pas de l'auto-déstruction de la stalinienne, mais se veut un mouvement révolutionnaire...

Le PC se ne contente pas de l'auto-déstruction de la stalinienne, mais se veut un mouvement révolutionnaire...

ment reléguées dans des domaines qui ne sont que l'extension du travail domestique, tels que l'industrie textile ou le travail hospitalier (infirmières).

En Chine, la famille est toujours l'unité économique de base de la société ; les femmes ont encore essentiellement la responsabilité des enfants et du travail domestique. La contraception et l'avortement ne sont pas considérés comme un droit pour toutes les femmes, mais comme un privilège que l'on accorde ou que l'on refuse alternativement selon l'intérêt politique qu'y trouve la bureaucratie à un moment donné. On ne peut obtenir le divorce *que* si les deux époux le demandent ; même dans ce cas, la justice essaie de les réconcilier et a le pouvoir de refuser le divorce. Les attitudes puritaines envers la sexualité continuent à prévaloir, et les rapports sexuels avant le mariage sont considérés comme un délit. Helen Snow, qui, comme Nym Wales, a la réputation justifiée d'être une propagandiste inconditionnelle du régime maoïste, déclare :

"Tout attachement sentimental qui va jusqu'au bout, en dehors du lit conjugal, est en fait un délit légal, punissable de six mois de prison pour le jeune homme trop pressé (...)."

— *Women in Modern China*

Women and Revolution

Journal of the Women's Commission
of the Spartacist League/U.S.

3.00 f

Spartacist Publishing Co.
Box 1377 G.P.O. New York, N.Y. 10001

Politiquement, les femmes n'ont ni plus ni moins de droits que leurs maris en l'absence de démocratie prolétarienne. Puisqu'il n'y a pas de sections femmes du parti, il n'y a pas de cadre organisationnel pour les former et les préparer à entrer dans le parti. Le recrutement des femmes se fait généralement par des exhortations morales. A quelques exceptions près, la participation des femmes à la politique est limitée aux échelons les plus bas du gouvernement et du Parti communiste chinois. Dans le passé, la plupart des femmes étaient dirigées sur la Fédération démocratique des Femmes locale où elles passaient leur temps à faire circuler des pétitions pour la paix, la justice et l'égalité. Mais la Fédération démocratique des Femmes, qui à un moment donné affirmait compter 70 millions de membres, avait à sa tête la femme de Liu Chao-chi ; elle fut donc abolie par la Révolution culturelle !

Dans les pays arriérés et coloniaux, la petite-bourgeoisie, en particulier la paysannerie, opprimée par le féodalisme et l'impérialisme, est numériquement plus importante que le prolétariat. Afin d'arriver au pouvoir, le prolétariat doit mobiliser cette classe dans la lutte contre l'impérialisme et pour les droits démocratiques élémentaires. Cependant, le prolétariat est la seule force véritablement révolutionnaire et anti-capitaliste dans ces pays. Afin de renverser le capitalisme et d'ouvrir une voie claire et continue vers le socialisme, la révolution doit être faite selon les termes du prolétariat et avec son programme. La famille en tant qu'unité économique asservissant les femmes pourra alors être remplacée

par la socialisation des moyens de production et de reproduction de la force de travail. Mais une révolution qui repose sur la paysannerie ou sur un mélange trompeur des intérêts des paysans et des ouvriers (c'est-à-dire sur un programme modifié d'une partie de la petite-bourgeoisie) aboutira à la constatation que, pour la paysannerie, la famille est l'unité économique existante de l'agriculture à une petite échelle, contrairement aux usines et aux industries socialisées des ouvriers. Les intérêts de classe des paysans, contrairement à ceux des ouvriers, sont basés sur la consolidation de la propriété privée de petites parcelles de terrain, ce qui implique la conservation des structures familiales. Les paysans sont incapables de réorganiser la société. Leur influence conservatrice ne peut être surmontée que par la direction des ouvriers.

Ainsi, la corrélation entre la question de la terre et celle de la famille est essentielle à la compréhension des zig-zags des Etats ouvriers dégénéré et déformés. Car l'industrialisation exige un surplus de nourriture ; le surplus de nourriture exige la mécanisation ; la mécanisation exige l'industrialisation, etc. Comment sortir de ce cercle vicieux ? La Nouvelle Economie politique (NEP), l'accumulation socialiste primitive (impôts payés en nature), la persuasion et l'exemple étaient les méthodes de Lénine et Trotsky. La méthode du stalinisme est celle du diktat bureaucratique dont les paramètres ne sont que les précipices de la catastrophe, méthode du stalinisme qui varie du "Koulaks, enrichissez-vous !" de Staline et de la Démocratie nouvelle de Mao, à la collectivisation forcée et au Grand Bond en Avant. Durant la période de collectivisation forcée et celle du Grand Bond en Avant, les femmes étaient encouragées à participer à la production sociale ; la famille avait tendance à occuper le deuxième plan. Mais ces mesures ne correspondaient pas au rythme réel du développement économique, et rien ne fut créé pour remplacer la famille en tant qu'unité économique. Les régimes staliniens se virent donc obligés de renforcer la structure familiale comme seule échappée non-révolutionnaire au chaos qu'ils avaient créé et aussi pour se concilier les paysans devenus enragés. Le prolétariat, classe pour laquelle la famille ne joue précisément pas de rôle économique, est destiné par l'histoire à diriger la lutte pour l'émancipation de la femme.

Les femmes et la révolution permanente

Bien que l'exploitation de classe soit le pivot central de la lutte sociale, elle n'est pas la seule forme d'oppression sociale. Tout désintéret à l'égard des formes spécifiques d'oppression, qu'elles soient nationales, raciales, d'âge ou sexuelle, est une forme d'opportunisme. Cependant, le refus d'admettre la nature imbriquée de l'oppression spécifique et de la lutte des classes, le fait d'énoncer le principe d'autres voies que la lutte de classe (par exemple, le féminisme bourgeois) pour lutter contre l'oppression spécifique, est à la fois réactionnaire et utopique. Parce que la question de la famille et de l'oppression de la femme est fondamentale à la société de classes, la solution ne peut être qu'un déracinement global de la propriété capitaliste et la préparation à une société communiste sans classes. Seul un parti prolétarien international, conscient de ses tâches et de sa mission, peut fournir la direction nécessaire à un tel soulèvement. (*Fin*)

D'après Workers Vanguard n°17

VIENT DE PARAITRE!

Une brochure de la Ligue trotskyste de France

DOCUMENTS SUR "L'AFFAIRE VARGA"**La lutte de la tendance spartaciste internationale
pour une commission d'enquête impartiale****● Articles et correspondance concernant la constitution de la Commission
d'Enquête ...**

"La tendance spartaciste internationale ne peut pas prendre part à une Commission d'Enquête qui proclame l'innocence de Varga et en fait la base de ses délibérations et dans laquelle l'accusé est son propre juge par le truchement de ses amis politiques qui siègent parmi les juges. Nous ne pouvons pas prendre part à une telle opération cynique et totalement dénuée des principes les plus élémentaires de la démocratie, dont le seul but semble être de blanchir Varga avec l'espoir de gagner un avantage fractionnel sur l'OCI. Nous nous opposons autant à des manoeuvres pour blanchir que des manoeuvres pour salir."

— Déclaration de la TSI à la Commission d'Enquête (LIRQI)

● Extraits du témoignage de Pierre Lambert devant la Commission ...

"[C]'est un homme [Varga] qui gardait ses archives ; ça, chez lui, tout était bien classé, etc., etc., mais cela dit ? Quantité de militants font ça, on regarde pas, c'est son droit.

"(...) c'étaient des lettres en hongrois en général, en russe. Pas des problèmes qui nous intéressaient directement."

● Lettre de l'OCI à la Commission (8 mars 1977) ...

"A partir de là [les documents publiés par l'OCI], Varga ne peut — pour le moins — être caractérisé différemment de la manière dont le faisait *Spartacist*, à savoir comme un personnage "hautement douteux", c'est-à-dire dans la mesure où il ne s'agit pas d'une caractérisation "morale", comme un individu qui avait entretenu des relations de type donné avec des officines de l'impérialisme."

● Projet de conclusions, soumis par la tendance spartaciste internationale ...

"L'OCI n'a présenté aucune preuve suffisante pour démontrer la justesse de ses accusations portées contre Balacszy Nagy, dit Michel Varga, à savoir que le dit Michel Varga aurait été un agent payé de la CIA et du KGB. Qui plus est, l'OCI a manipulé d'une façon malhonnête les citations qu'elle a tirées des lettres de Varga. Les témoignages, documents et informations obtenus par ailleurs par la Commission amènent à la conclusion que ces accusations ne peuvent qu'être considérées comme fausses et par conséquent mensongères et calomniatrices.

(...)

"La Commission condamne la légèreté scandaleuse de Michel Varga qui a refusé de comparaître devant elle ou d'y faire une déposition. Ce qui implique qu'il a refusé de clarifier sa position actuelle vis-à-vis de ses activités passées. La Commission ne peut donc que constater le fait que Varga avait, entre 1957 et 1960-61, consciemment sollicité des fonds auprès de sources fonctionnant en tant qu'agents de l'impérialisme américain, voire du Département d'Etat US. Et si Varga a lui-même publiquement avoué avoir entrepris des activités consciemment anti-communistes dans le but de "combattre le marxisme", il ne s'est jamais expliqué — pas plus qu'il n'a explicitement renié — certaines formules que l'on trouve dans ses lettres d'alors ; des formules qui permettraient de caractériser en plus ses attitudes comme antisémites et racistes. Varga apparaît donc comme un personnage hautement douteux.

"(...) La Commission condamne énergiquement l'OCI pour ses calomnies et sa violence d'un type purement stalinien, étrangères aux meilleures pratiques du mouvement ouvrier.

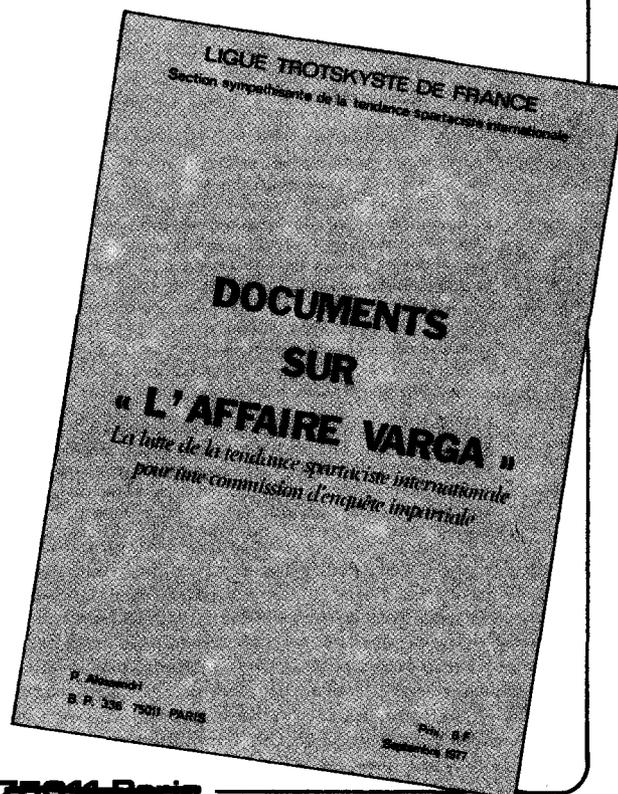
"Par ailleurs, le fait que la LIRQI ait fait appel à la justice bourgeoise contre des militants de l'OCI démontre qu'en dépit de ses protestations elle ne se différencie pas fondamentalement de l'OCI sur la question de la démocratie ouvrière."

**● Extraits de plusieurs témoignages devant
la Commission ...****● Extraits d'une interview de Varga publiée
dans Il Mundo (12 février 1977) ...****● Conclusions de la Commission, etc.**

Prix: 8F

Port inclus: 10F

Pr. Alessandri BP 966 75014-Paris



Pour les milices ouvrières!

Nous reproduisons ci-dessous un tract distribué par la Ligue trotskyste de France le 8 juin, après l'assassinat de Pierre Maître par les nervis de la CFT.

Cette déclaration trotskyste est en contraste saisissant avec la réaction des groupes pseudo-révolutionnaires de l'"extrême-gauche" dont le premier réflexe, après cette attaque contre la classe ouvrière, fut de s'aligner derrière les bureaucrates stali-niens et sociaux-démocrates. Le mot d'ordre traître de "Dissolution de la CFT" adressé par les bureaucrates à l'Etat bourgeois a été repris à grand renfort de trompettes par la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), le Parti socialiste unifié (PSU), l'Orga-nisation communiste des travailleurs (OCT) et la Ligue ouvrière révolutionnaire (LOR) varguiste. Quant à Lutte Ouvrière (LO), elle a critiqué l'appel à la "Dissolution de la CFT", mais pour mieux couvrir sa propre capitulation devant la bureaucratie syndicale; elle a été jusqu'à excuser l'appel insultant des bureaucrates à cinq minutes de "grève générale", affirmant que c'était "une grève qui permet à l'ensemble de la classe ouvrière d'exprimer ses sentiments et qui l'a effectivement permis" (Lutte Ouvrière n° 458, 11 juin).

La première réaction de l'OCI a été de rapporter avec approbation que l'Union locale Force Ouvrière (FO) de Reims avait appelé à la "Dissolution de la CFT" et d'annoncer fièrement que le secrétaire de l'Union locale était un membre de l'OCI qui avait opéré "sur le terrain du front unique ouvrier" (Informations Ouvrières n°806, 15-22 juin). Deux semaines plus tard, répondant à une lettre qui la critiquait, l'OCI surprit ses lecteurs en déclarant cyniquement "qu'IO n'a jamais repris à son compte le mot d'ordre de dissolution de la CFT". C'est la recherche d'un "front unique stratégique" avec les bureaucrates réformistes qui est derrière ces jongleries avec les principes. Elle a donc capitulé devant les bureaucrates comme elle l'avait fait lors de l'assassinat du militant du Parti communiste, Michel Labroche, en 1972; l'OCI avait alors signé avec le Parti socialiste, FO et la CGT une déclaration appelant à la "dissolution des bandes (SAC et Cie) armées par les ennemis de la classe ouvrière" (Informations Ouvrières n°562, 4-10 mai 1972).

Le 5 juin 1977, un groupe de nervis de la CFT, organisation soutenue et financée par l'aile la plus réactionnaire de la bourgeoisie dans le but de détruire le mouvement ouvrier organisé, a tiré sur un piquet de grève à Reims, a tué un ouvrier CGT et en a blessé deux autres. Cette attaque se place dans le cadre de la répression accrue de l'Etat bourgeois contre la résistance ouvrière au plan Barre. Des dizaines d'usines occupées, de piquets de grève, de manifestations sont depuis des mois sauvagement agressés par les bandes armées officielles ou officieuses de la bourgeoisie (éboueurs à Paris, la manifestation des maîtres auxiliaires, la General Motors, attentats contre les Bourses du Travail et les locaux syndicaux à Orléans, à Grenoble, etc.).

La Ligue trotskyste de France salue son camarade de classe tombé sous les balles des nervis de la bourgeoisie

Quand les piquets de grève et les usines occupées sont systématiquement attaqués, il faut lutter pour une défense acharnée des piquets de grève — l'expression physique de la ligne de classe — et pour la constitution de groupes ouvriers d'autodéfense. Comme le disait déjà Trotsky dans *le Programme de Transition*:

"Aux bandes du fascisme, seuls peuvent s'opposer avec succès des détachements ouvriers armés qui sentent derrière leur dos le soutien de dizaines de millions de travailleurs. La lutte contre le fascisme commence, non pas dans la rédaction d'une feuille libérale, mais dans l'usine, et finit dans la rue. Les jaunes et les gendarmes privés dans les usines sont les cellules fondamentales de l'armée du fascisme. Les piquets de grève sont les cellules fondamentales de l'armée du prolétariat. C'est de là qu'il faut partir. A l'occasion de chaque grève et de chaque manifestation de rue, il faut propager l'idée de la nécessité de la création de détachements ouvriers d'autodéfense. (...)

"(...) Il faut donner une expression organisée à la haine légitime des ouvriers pour les jaunes et les bandes de gangsters et de fascistes. Il faut lancer le mot d'ordre de la *milice ouvrière*, comme seule garantie sérieuse de l'inviolabilité des organisations, des réunions et de la presse ouvrières."

Mais au lieu d'organiser les masses des travailleurs pour écraser dans l'oeuf les bandes fascistes, milices patronales et organisations dans le genre de la CFT, les réformistes, au nom d'un front de collaboration de classe, brisent systématiquement les grèves. Le PC et le PS affaiblissent, divisent et désarment les travailleurs, livrant ainsi les ouvriers à la répression bourgeoise. Et comme si cela ne suffisait pas, les directions de la CGT et de la CFDT insultent les travailleurs en appelant à une soi-disant grève générale... "grève générale" de cinq minutes!

Les flics hors des syndicats!

L'union de la gauche lance des appels légalistes à l'Etat bourgeois pour dissoudre les bandes fascistes. Mais en même temps, ce sont [aux] bons amis de la CFT dans l'appareil d'Etat, tel Chinaud, à qui l'on demande de "démocratiser" le bras armé de l'Etat bourgeois, la police. C'est ainsi que les traîtres stali-niens et sociaux-démocrates, les bonzes syndicaux inféodés à l'union de la gauche, ont accueilli à bras ouverts la "police démocratique" dans le cortège ouvrier le 24 mai. Par avance, le front populaire annonce dans les faits qu'il ne touchera ni à l'armée, ni à la police, ni aux fascistes. Ce que sera la politique de l'union de la gauche au gouvernement, nous en avons déjà une bonne idée: le 16 mars 1937, à Clichy, le ministre de l'intérieur du Front populaire faisait tirer sur les ouvriers manifestant contre les milices fascistes. Plusieurs ouvriers étaient tués pour honorer le contrat qui avait été signé avec la bourgeoisie: préserver coûte que coûte la propriété privée et l'Etat bourgeois, et donc ses chiens de garde, la police, l'armée, les bandes fascistes. Et au Chili, c'est le front populaire qui a systématiquement privé la classe ouvrière de l'armement nécessaire, la laissant sans défense contre le coup d'Etat de la junte réactionnaire.

Les pseudo-trotskystes: opposition loyale à l'union de la gauche

La Ligue communiste révolutionnaire, reprenant le mot d'ordre des réformistes, demande à l'Etat bourgeois de dissoudre les organisations fascistes et autres bandes du Capital. Elle renforce ainsi les illusions des ouvriers sur la nature de l'Etat bourgeois et réclame implicitement l'application d'une loi qui a déjà été utilisée contre son pré-décesseur la Ligue communiste et autres organisations ouvrières en juin 68 et juin 73. Une politique suicidaire! Une même logique l'amène à se féliciter de la syndicalisation des flics et des juges: c'est-à-dire l'introduction de l'Etat bourgeois dans les organisations ouvrières.

L'Organisation communiste internationaliste, au nom d'une prétendue stratégie de front unique et d'une dynamique du mouvement de masse devant absolument s'exprimer dans le cadre des organisations traditionnelles de la classe ouvrière, s'aligne sur les gestes de Maire et de Séguy. Pour Lutte Ouvrière, également, tout appel à l'autodéfense est du rayon des revues "théoriques".

Le mouvement ouvrier doit chasser de ses rangs les agences directes de l'ennemi de classe: les flics, les juges, les gardiens de prison — ce ne sont pas des travailleurs. Pour se défendre contre les attaques des truands des patrons, les appels à la "justice" bourgeoise sont pires qu'inutiles: de tels appels sèment des illusions dans la classe ouvrière. Le seul moyen efficace pour les masses ouvrières de se défendre contre des agressions, comme celle de Reims qui est typique, c'est d'organiser des détachements d'autodéfense

SWP... (suite de la page 12.)

camp", à savoir que les Etats-Unis et l'Union soviétique sont deux pays belliqueux autant ennemis de l'humanité l'un que l'autre :

"Ce serait clairement une politique funeste que de compter sur Washington ou sur Moscou pour stopper la course aux armements et liquider leurs stocks nucléaires. L'espérance de paix restera illusoire aussi longtemps que les puissances impérialistes et leurs 'partenaires' du Kremlin tiendront les rênes."



Missiles soviétiques défilant sur la Place Rouge (Keystone)

C'est grâce à cette position ouverte de "troisième camp" que le SWP peut aujourd'hui fusionner avec le Revolutionary Marxist Caucus (RMC) pour lequel l'Union soviétique est capitaliste d'Etat et qui est contre la défense de l'URSS.

Abandonnant explicitement la position de défense militaire de l'Union soviétique dans la pratique, Hansen poursuit :

"Mais le fait est que chaque camp possède un stock beaucoup plus grand que ce dont on a besoin pour supprimer toute la race humaine en une fois. Chaque camp a de quoi détruire l'humanité plusieurs fois. (...)

"Et pourtant dans une folie sans équivalent dans l'histoire de l'humanité, la course aux armements nucléaires se poursuit. La 'défense militaire' a été manifestement vidée de son sens en termes de protection d'un pays de la pire catastrophe imaginable: sa disparition.

"Il me semble tout à fait clair que le Kremlin, en participant à cette course insensée, porte des coups terribles à la défense de l'Union soviétique." [souligné par nous].

Hansen renonce à la position trotskyste de défense de l'Union soviétique en argumentant que l'armement nucléaire enlève toute signification à la défense militaire. L'armement nucléaire rendrait sans importance la nature de classe des Etats en conflit. Tout Etat qui possède des armes capables de détruire l'humanité

Milices ouvrières...

en partant des piquets de grève jusqu'aux milices ouvrières. Pour écraser le plan Barre, pour la protection de ses luttes et de ses organisations, la classe ouvrière doit arracher son indépendance et exiger de ses dirigeants traîtres qu'ils rompent avec leurs alliés bourgeois et le programme commun. Ce n'est qu'en menant une telle lutte que le prolétariat pourrait, sous une direction trotskyste, écraser la CFT, les fascistes et les milices patronales sur le chemin du renversement de l'Etat bourgeois.

- Autodéfense effective des piquets de grève, pour les milices ouvrières !
- Expulsion des syndicats des flics, juges et gardiens de prison !
- PC, PS, syndicats, rompez avec le front populaire !
- Aucun appel à l'Etat bourgeois pour dissoudre les bandes fascistes et patronales !
- Pour un gouvernement ouvrier basé sur les soviets !
- Pour la renaissance de la Quatrième Internationale ! ■

serait mauvais. Contrairement aux affirmations de Norman Thomas et Joseph Hansen, c'est avoir des illusions pacifistes que de dire que, si les deux camps possèdent des armes nucléaires, une guerre doit obligatoirement se terminer par leur anéantissement mutuel. On peut gagner une guerre nucléaire.

Le raisonnement de Hansen revient à dire que depuis le début des années 60, à partir du moment où les Etats-Unis et l'URSS ont acquis des stocks théoriquement capables de détruire l'humanité, toute dépense et tout projet militaires sont complètement absurdes. C'est un argument pacifiste, technologique et stupide. Les stocks d'armes nucléaires par eux-mêmes n'ont aucune efficacité militaire. Il faut pouvoir les lancer sur des cibles ennemies. Et grâce aux progrès de la technologie militaire, on trouve constamment de nouveaux moyens de se protéger des systèmes de lancement. Le type d'avion qui a lancé la bombe A sur Hiroshima en 1945 ne pourrait aujourd'hui s'approcher d'une ville ennemie à moins de milliers de kilomètres. Les sous-marins lanceurs de Polaris des années 60 font tellement de bruit qu'ils peuvent très facilement être repérés par les moyens d'écoute sous-marins actuels. C'est dans le domaine des systèmes de lancement que l'impérialisme américain cherche à découvrir les moyens technologiques qui lui donneraient la supériorité nucléaire stratégique sur l'URSS.

Il est courant dans les milieux libéraux et pacifistes de considérer les experts technologiques militaires comme une bande de cinglés à la Dr. Folamour. Ce point de vue, produit d'ignorance technologique, de pédanterie intellectuelle et de moralisme béat, n'a rien à voir avec la science militaire. La supériorité stratégique nucléaire n'est pas un concept qui tient du fantastique. On peut développer des armes qui donneraient aux Etats-Unis la capacité de frapper, les premiers, efficacement l'Union soviétique. Par exemple, le projet actuel de l'armée américaine, axé autour du développement d'un type de fusée de très haute précision, est potentiellement une menace de mort pour l'Etat soviétique.

Ce qui donne l'illusion que la course aux armements est arrivée à un point stationnaire et ne rime plus à rien est que l'URSS a trouvé une parade à chaque progrès des Etats-Unis, de sorte qu'une certaine égalité stratégique a été maintenue depuis le début des années 60. Nous ne condamnons pas l'Union soviétique pour sa politique d'armement nucléaire. Au contraire, nous sommes soucieux qu'elle ne soit pas adéquate. Tout régime, au Kremlin, qui, à cause d'illusions libérales ou de carences bureaucratiques, négligerait la défense nucléaire de l'URSS et de l'Europe de l'Est signerait l'arrêt de mort de l'Etat soviétique, qui est historiquement progressiste par rapport à ses ennemis capitalistes impérialistes. Si l'Union soviétique était militairement mal préparée, elle laisserait effectivement la porte ouverte à un holocauste nucléaire qui ferait reculer l'humanité de plusieurs générations.

Ce sont les conflits inévitables entre les puissances impérialistes rivales en compétition pour le pillage du monde au service de leurs profits et les appétits revanchards des impérialistes qui veulent restaurer la propriété privée dans les Etats ouvriers dégénéré et déformés, qui poussent à la guerre nucléaire mondiale. Tous ces plans de "désarmement" et de "coexistence" sont de dangereuses mystifications. Seule la victoire mondiale du prolétariat révolutionnaire peut amener la paix.

Traduit de Workers Vanguard n°169

Le SWP réclame le désarmement de l'URSS

Nous faisons remarquer depuis plusieurs années que le Socialist Workers Party (SWP) cherche à devenir le parti d'opposition réformiste des Etats-Unis ; il essaie ainsi de remplir le vide laissé par la décomposition de la social-démocratie américaine officielle en petites sectes ossifiées et anti-communistes situées à la droite des libéraux bourgeois du Parti démocrate. Dans sa dégénérescence réformiste, il n'a fallu qu'un peu de temps au SWP, autrefois trotskyste, pour adopter une position pacifiste de désarmement et renoncer à la défense militaire de l'Etat ouvrier dégénéré d'Union soviétique. L'abandon par le SWP des positions trotskystes sur ces questions apparaît très clairement dans un débat entre le vieux militant du SWP Morris Starsky et le principal journaliste du parti, Joseph Hansen, dans les pages du *Militant* du 24 juin.

Emettant des critiques du point de vue du trotskysme sur un précédent article du *Militant*, Starsky écrit :

"La position de l'auteur Hansen sur le désarmement nucléaire est-elle qu'on ne choisit pas entre la peste et le choléra? (...)

"Un Etat ouvrier, même un Etat ouvrier dégénéré ou déformé, a le droit abstraitement de se défendre militairement contre les attaques impérialistes.

"L'Union soviétique a effectivement le *besoin concret* de s'armer totalement dans les limites de ses ressources pour défendre son existence." [souligné dans l'original]

Hansen répond avec une proposition de désarmement... pour l'Union soviétique : "Il faut condamner Brejnev pour n'avoir pas pris l'initiative du désarmement (...)" écrit Hansen. Et il poursuit :

"Naturellement, il aurait mieux valu que Brejnev propose en plus un programme qui mène à intervalles rapprochés à réduire le stock à un demi, puis à un quart, puis à un huitième et ainsi de suite."

Soutenir les programmes bourgeois de désarmement pour résoudre le problème du militarisme des impérialistes a toujours été quelque chose qui différencie fondamentalement le réformisme social-démocrate du léninisme. Trotsky écrivait déjà en 1932, dans la Déclaration de l'Opposition de gauche au Congrès d'Amsterdam :

"Le prétendu 'désarmement' n'a et ne peut rien avoir de commun avec l'empêchement de la guerre. Le programme de 'désarmement' ne représente qu'une tentative (...) de réduire en temps de paix les dépenses pour telle ou telle sorte d'armement. C'est surtout une question de technique militaire et de coffres-forts impérialistes."

— *Writings of Leon Trotsky, 1932*
[traduit par nos soins]

Il proposa dix points au Congrès dont le deuxième était la "Dénonciation des plans de 'désarmement' capitalistes qui servent à tromper le peuple."

Les aspirations du SWP à devenir la version actuelle du vieux Parti socialiste de Norman Thomas sont à la base de ces déclarations pacifistes. On se demande si Hansen ne les a pas tirées d'un des discours prononcés par Norman Thomas au début des années 60. Mais comme le SWP se prétend trotskyste, l'article de Hansen contient plus que de simples illusions pacifistes. On y trouve la position classique de "troisième

(suite page 11.)

Libération immédiate des inculpés de Malville!

Le 24 août, la cour d'appel de Grenoble a confirmé les condamnations contre six des participants de la manifestation du 31 juillet contre le surgénérateur Super-Phénix de Malville. A la suite d'une campagne d'hystérie xénophobe contre les manifestants allemands et grâce à des procédures légales ouvertement truquées, les inculpés se sont vus condamner à des peines allant jusqu'à 6 mois d'emprisonnement (dont 3 avec sursis). Et cela, après l'agression violente de la manifestation de Malville par la police à coup de matraques et de grenades faisant un mort et une centaine de blessés.

La Ligue trotskyste de France condamne la répression brutale de la manifestation de Malville et exige la libération immédiate des emprisonnés et la levée immédiate de toutes les inculpations.

Cependant, les trotskystes ne s'opposent pas au développement de l'énergie nucléaire. Les écologistes considèrent que c'est la technologie en elle-même qui est le principal danger pour la société ; tous les "mouvements" anti-nucléaires, à la traîne desquels se trouve la Ligue communiste révolutionnaire, ferment les yeux sur le véritable danger nucléaire : le système capitaliste et son

arsenal de bombes atomiques et d'armement sophistiqué.

Des réacteurs nucléaires comme le Super-Phénix posent de véritables problèmes de sécurité. Comme dans tout le reste de l'industrie, nous réclamons le contrôle syndical sur les conditions de travail et, là où il y a des risques particuliers nous appelons la classe ouvrière à l'action pour faire fermer ces installations dangereuses. Nous revendiquons l'expropriation de l'industrie de l'énergie et nous lions cela à la lutte pour un gouvernement ouvrier.

Nous n'avons pas à déterminer comment la bourgeoisie devrait répondre à ses besoins énergétiques. Ce n'est pas seulement l'énergie nucléaire, ce sont toutes les formes de la technologie moderne qui représentent un danger mortel aux mains de la classe capitaliste à la recherche du profit. Seule une révolution prolétarienne internationale pourra arrêter l'escalade de la course aux armements des impérialistes et libérer les forces productives des chaînes de l'anarchie économique capitaliste en les mettant au service de l'humanité toute entière.